



PREFECTURE INDRE

Arrêté n °2014049-0007

signé par
Jean- Marc GIRAUD, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre

le 18 Février 2014

**36 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de
l'Indre (DDCSPP)
Service de la Protection des Populations
Unité Protection de l'Environnement**

Arrêté préfectoral complémentaire fixant des
prescriptions complémentaires à la société
CECA, pour l'exploitation de son installation
de fabrication de produits tensio- actifs, sur le
territoire de la commune de
CHATEAUROUX

VU les propositions en date du 20 décembre 2013 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 13 janvier 2014 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU la transmission du projet d'arrêté en date du 17 janvier 2014 et la réponse de l'exploitant en date du 20 janvier 2014 ;

CONSIDERANT la modification de la nomenclature des installations classées portant sur les rubriques 2920 et 1185 ;

CONSIDERANT que l'exploitant a modifié à la baisse les quantités de substances dangereuses présentes sur le site et notamment l'oxyde d'éthylène ;

Sur proposition de la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire s'appliquent à la Société CECA pour ses installations situées sur la commune de CHATEAUROUX (36000), allée de Chandaire.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploiter n°2002-E-841 du 9 avril 2002 modifié susvisé sont modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

La nature et le volume des rubriques pour lesquelles le site relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sont récapitulés dans le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
1130	2	A	Toxiques (fabrication industrielle de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Q < 200	Tonne	25	Tonne

rubrique
supprimée
à partir du
01/06/15

remplacée par 4110
et 4130

2915	2	D	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides	Quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C)	$Q > 250$	Litre	5000	Litre
2921	1 b	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de). L'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé ».	Puissance thermique évacuée maximale	$P_{th} < 2000$	Kilowatt	1380	Kilowatt
1173	3	DC	Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$100 \leq Q < 200$	Tonne	117	Tonne
1432	2.b	DC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430.	Capacité équivalente totale	$10 < Q \leq 100$	Mètre cube	40	Mètre cube
1433	B.b	DC	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de). Autres installations.	Quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente	$1 < Q < 10$	Tonne	8	Tonne
1131	1	NC	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Substances et préparations solides.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$Q < 5$	Tonne	0.5	Tonne
1200	2	NC	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. Emploi ou stockage.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$Q < 2$	Tonne	500	Kilogramme

→ idem
rubrique
pas.

→ se
positionner

supprimée

4510
ou 4511

supprimée

4330
ou 4331

idem

4330
4331

idem

4120
ou
4130

rubrique
supprimée.

non
soumis
à 4441

Selon l'article R. 511-10, cet établissement n'est pas classé SEVESO seuil haut par règle de cumul.

Cet établissement est classé à autorisation, SEVESO seuil bas. Ce classement est lié à la quantité d'oxyde d'éthylène présente sur le site. Cette quantité dépasse le seuil de 5 tonnes défini dans l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

ARTICLE 3 : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature du danger, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées ou des mentions de danger CLP sont constamment tenus à jour.

L'état des stocks est réalisé au regard de la nomenclature des installations classées, et en tenant compte des phrases de risques des substances ou préparations concernées. Un document de synthèse de l'ensemble de ces informations doit être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

Les modalités de réalisation, de transmission et la fréquence de ce recensement sont fixées par les dispositions du Code de l'Environnement et ses textes d'application.

La prochaine échéance est fixée à décembre 2014.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de la commune de CHATEAUROUX et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre.

ARTICLE 5 :

L'exploitant peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision. Il peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.